

ÉTHIOPIE



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revu de la performance nationale

COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (de 24 PD appuyant le secteur, 14 PD ont participé), les organisations de la société civile (7 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (5 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées sous 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques de CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques relatives à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand ils sont pertinents.

Voir www.internationalhealthpartnership.net/ethiopia pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.



DEPENSES NATIONALES DE SANTE

Dépenses totales de santé par habitant

\$26.65

Sources des dépenses nationales de santé

DOMESTIQUE
58%

PUBLIQUE
59%



42%
EXTÉRIEUR



41%
PRIVÉ

ENGAGEMENT

DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE



LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



100% des PD participants indiquent qu'ils alignent leur appui sur la Stratégie Nationale du Secteur de la Santé (ou stratégie sous-sectorielle / sous-nationale)

Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ?

DPs **92%**

CSOs

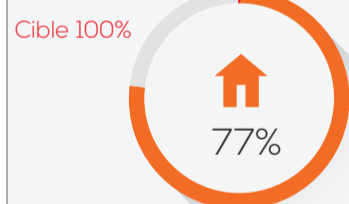
PS

Intervenants qui ont appuyé la revue conjointe



LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ?



77% des PD participants utilisent uniquement les indicateurs nationaux du secteur de la santé pour faire le suivi de leur aide



100% des PD participants confirment qu'ils participent dans les processus de redevabilité mutuelle

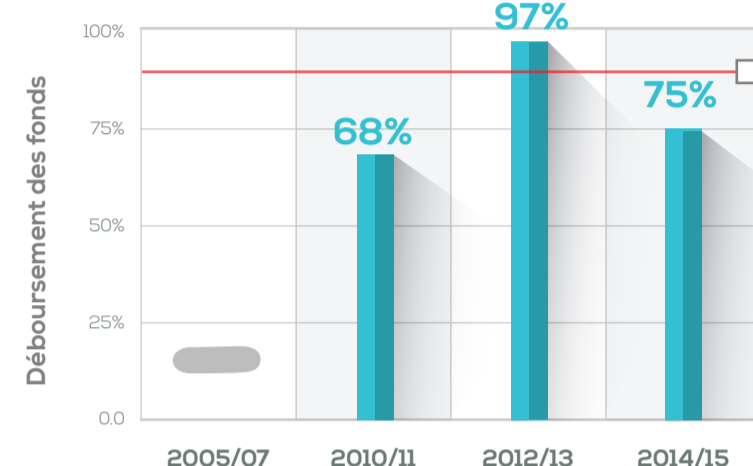
ENGAGEMENT

D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

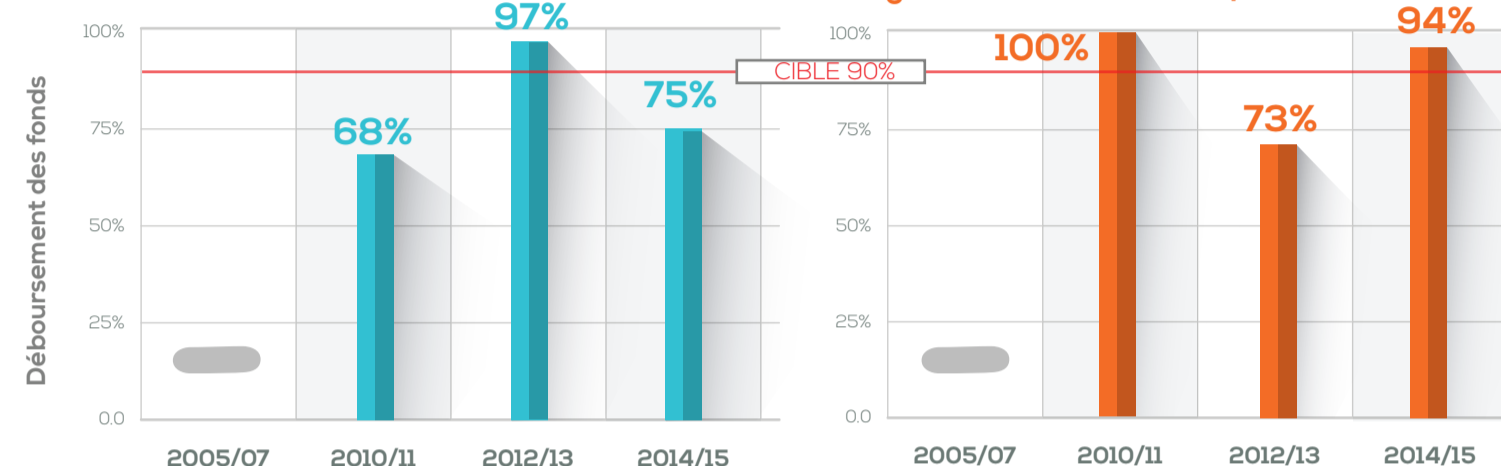


LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE

Le budget de l'Etat déboursé comme prévu

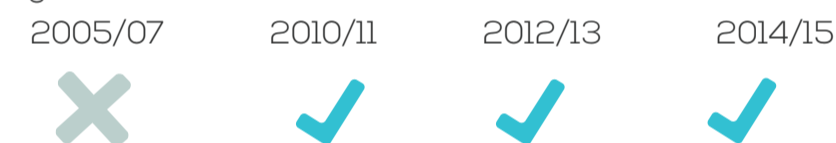


Les fonds des PD déboursés au gouvernement comme prévu



Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place:



21% des PD participants ont communiqué au MS leurs fonds planifiés pour les 3 années suivantes.

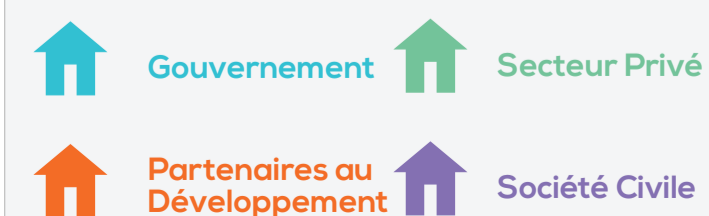


L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX

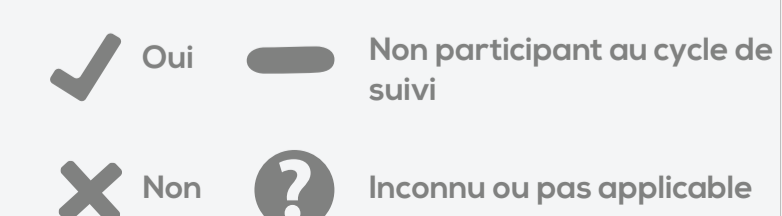


LÉGENDE

Codes couleurs des données



Symbols



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp results

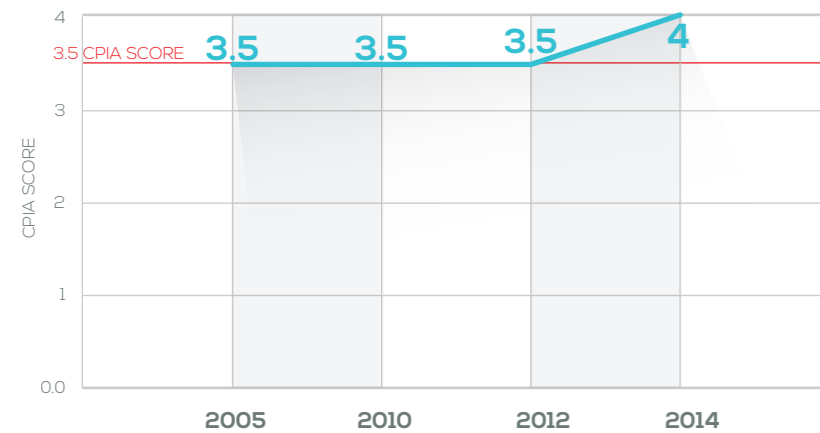
ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU PAYS



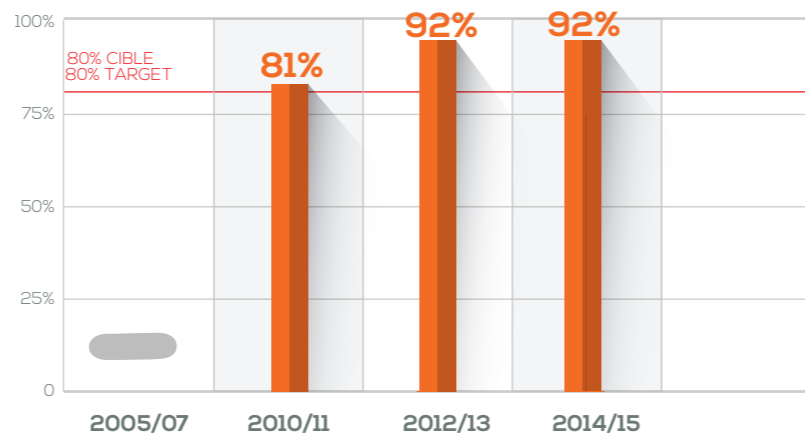
LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

Pourcentage des fonds PD utilisant les systèmes GFP



46%

46% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système de GFP et pour le renforcement des capacités



LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



54% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

31%

31% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi que pour le renforcement des capacités.



L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



23% des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?

Toujours



62% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



ENGAGEMENT PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)



Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé



100% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Le gouvernement fournit des ressources financières



67% des OSC reçoivent des ressources financières



Le gouvernement fournit de la formation



33% des OSC reçoivent de la formation

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)



Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé



67% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Les PD fournissent des ressources financières



60% des OSC reçoivent des ressources financières



Les PD fournissent de l'assistance technique



0% des OSC reçoivent de l'assistance technique



ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVE



Bien que les représentants du secteur privé de la santé aient recommandé la création d'un conseil professionnel de médecins qui puisse s'exprimer de manière systématique dans le dialogue sur l'élaboration de politiques, aucune affectation de ressources et aucun suivi n'ont eu lieu à ce jour.



Les professionnels de santé exerçant dans le secteur privé n'ont pas les mêmes possibilités de formation dans les établissements éducatifs supérieurs que leurs homologues du secteur public.



La Medical Association of Physicians in Private Practice - Ethiopia (MAPPP-E) a confirmé qu'elle ne recevait aucun soutien de la part des partenaires de développement et que les PDD n'engageaient aucun dialogue avec elle dans leurs initiatives de développement en matière de santé.



Certaines associations de professionnels médicaux sont considérées comme des organismes ou sociétés caritatifs éthiopiens, ce qui rend les collectes de fonds très difficiles et limite la capacité de ces associations de professionnels à mener des recherches ou des enquêtes dans le domaine de la santé et à se renforcer.



La protection de la santé publique ne sera pas assurée, car les formulaires de demande de l'OMS ne sont pas mis en œuvre de façon stricte, et les médicaments et les produits de diagnostics cliniques ne passent pas par des essais cliniques avant la distribution.



Bien que les 22 associations de professionnels de santé (APS) aient demandé la création d'un groupe solide ayant son siège au Ministère de la santé fédéral, ce qui leur permettrait de s'impliquer de manière plus proactive dans l'élaboration des politiques de santé, la planification et le suivi, ainsi que dans la protection des intérêts des associations membres, ce groupe n'a pas été fondé.

ihp+results

www.internationalhealthpartnership.net/ethiopia